

Le budget—M. Stanfield

Une voix: Moins que vous!

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Les plumes ont virevolté quand l'histoire des poulets a fait boomerang et ne parlons pas des œufs, monsieur.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le ministre a eu tort dès le début en envisageant le problème de l'inflation uniquement du point de vue de l'offre. Même après avoir insisté à ce point là-dessus, tout en ignorant les terribles dangers que présente une forte inflation par les coûts on même l'insistance sur l'offre, le gouvernement a fait un terrible gâchis. Voyez l'élevage, l'agriculture la pêche et l'industrie du bois de construction. Je me demande si le ministre parle bien du Canada que je connais et que je visite.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Voyez ce que les politiques anti-inflationnistes du ministre ont fait aux forces armées. Le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) n'a pas fait ça tout seul. Voyez les bouleversements et les prix d'aujourd'hui et accordez la note qu'il mérite au ministre pour ses efforts en vue de stabiliser et d'améliorer l'offre et les prix. Il ne mérite pas qu'une note pour cela.

Puis lorsqu'il se rendit compte que son château de cartes anti-inflationniste s'écroulait, le gouvernement a mis au point un nouveau conte de fée qu'il a exposé dans le discours du trône. Il était tout à coup temps de parler à tout le monde de ce terrible problème international qu'est l'inflation. Un concocteur de slogan quelconque engendra dans la pénombre d'une bibliothèque du parti libéral deux ou trois expressions frappantes comme «partager le gâteau» et «attendre un consensus». Ces deux tentatives sont très respectables lorsqu'elles sont faites honnêtement, mais la façon dont le gouvernement les emploie à toutes les sauces ces temps-ci offre un autre exemple de malhonnêteté, et il n'y a pas d'autre mot pour le dire.

Le 7 novembre, mon collègue, le député d'Hamilton-Ouest, (M. Alexander), a demandé au ministre des Finances où en étaient ses conversations avec les groupes principaux du Canada, dont M. Turner et le premier ministre avaient dit qu'elles étaient un effort de collaboration pour combattre l'inflation et obtenir un consensus sur un partage équitable du revenu national entre les salaires, les prix et les bénéficiaires. Le ministre a répondu que les conversations avaient déjà commencé et qu'il espérait «pouvoir fournir plus de détails à la Chambre le soir du budget». Il s'agit là d'une des nombreuses initiatives que le ministre espérait, désirait ou promettait de réaliser ce soir. Dans sa réponse, il alla jusqu'à dire: «A mesure que le programme sera mis en œuvre, les députés et les Canadiens se rendront mieux compte de ce qu'il comporte», mais je demande à tous les députés impartiaux...

Une voix: Ne regardez pas de ce côté-là.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Y a-t-il quoi que ce soit dans ce que le ministre a dit ce soir au sujet de ce programme? A-t-il dit quelque chose ici ce soir si ce n'est expliquer qu'à partir du tout début il s'agissait d'une mystification et d'une fraude monumentale de la part du premier ministre?

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je crois que ces gens feraient mieux de se détendre parce que ce soir il ne s'agit

[M. Stanfield.]

que d'un exercice préliminaire. Le ministre a essayé de donner l'impression ce soir qu'il diminue la part du gâteau qui va au Trésor fédéral. Là aussi, il n'a pas été très honnête et je l'accuse de malhonnêteté.

M. Marchand (Langelier): Ce n'est pas juste.

M. Stanfield: Ce n'est pas juste? C'est parfaitement juste et je vais étayer mes affirmations, mais pas ce soir parce que j'ai tout de même quelque clémence pour ces misérables pêcheurs d'en face.

Telle est l'impression que le ministre a cherché à créer, et cela par un tour de passe-passe. Il avait dit que les dépenses avaient été rognées, mais celles qu'il annonce maintenant pour l'exercice en cours sont supérieures de quelque 450 millions de dollars même aux dépenses prévues en mai. Voilà ce qui s'appelle vraiment rogner. Mais ce sont pas les dépenses que le gouvernement rogne, c'est la population du pays.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Si le ministre est en mesure de nous présenter un budget équilibré, c'est parce qu'en fait il a élevé cette année le taux réel de la fiscalité, au lieu de l'abaisser comme il le prétend.

Le ministre n'a pas été franc avec les Canadiens, et le gouvernement non plus. Il ne montre pas la voie à suivre, et certainement pas par l'exemple qu'il donne.

M. Guay (Saint-Boniface): Vous présenteriez-vous encore, Robert?

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire une seule chose au député de Saint-Boniface (M. Guay), mais j'aimerais le lui dire sans être trop impoli. J'aimerais qu'il garde la bouche suffisamment fermée pour ne pas faire voler mes documents de tous les côtés quand j'essaie de parler.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le premier ministre et le ministre des Finances ont parlé d'un consensus, mais cela ressemble plutôt à de la conspiration et non à un consensus. Il est bien visible que lorsqu'on parle de partager les recettes, on veut vraiment dire partager ce qu'il reste une fois le gouvernement fédéral a pris sa part. Si l'on entend des discussions dans cette optique, elles ne peuvent qu'échouer, et il est tout à fait raisonnable qu'elles échouent, et le ministre, le gouvernement et le premier ministre en seront responsables.

Sur cette note positive, monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner), que le débat soit maintenant ajourné. J'espère que vous serez tous ici mercredi pour entendre le reste de mes observations.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Avant de présenter la motion d'ajournement j'aimerais faire remarquer aux députés que le ministre des Finances a non seulement déposé certains documents, mais également demandé qu'ils soient consignés au hansard. Je suppose que l'ordre adopté à ce moment-là porte également sur cette demande. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

(Sur la motion de M. Stanfield, le débat est ajourné.)